

LES **N**OUVELLES

Les relations internationales

2^e édition

SOUS LA DIRECTION
DE PIERRE HASSNER

 **La
documentation**
française 

Sommaire

I. Définitions et fondamentaux

Notice 1

- Quel système international ?** *Bertrand Badie* **7**
Professeur de sciences politiques, IEP de Paris

Notice 2

- Les théories des relations internationales aujourd'hui**, *Dario Battistella* **15**
Professeur de sciences politiques, IEP de Bordeaux

Notice 3

- Les relations internationales : une perspective historique**, *Pierre Grosser* **25**
Agrégé d'histoire, détaché à Sciences Po Paris

Notice 4

- L'éthique dans les relations internationales**, *Ariel Colonomos* **47**
Directeur de recherche au CNRS (Ceri-Sciences Po), enseignant à l'IEP de Paris

- **Focus Les juridictions internationales**, *Jean-Marc Sorel* **58**
Professeur à l'École de droit de la Sorbonne, Université Paris I,
directeur de l'Institut de recherche en droit international et européen
de la Sorbonne (Iredies)

Notice 5

- Violences, conflits et guerres : déclin ou mutation ?** *Pierre Hassner* **65**

Notice 6

- Les enjeux de sécurité**, *Dominique David* **77**
Directeur exécutif de l'Institut français de relations internationales (Ifri),
Rédacteur en chef de « Politique étrangère »

Notice 7

- Mondialisation économique et gouvernance mondiale**, *Klaus-Gerd Giesen* **91**
Professeur de sciences politiques, Université d'Auvergne

- **Focus La crise de la zone euro**, *Michel Dévoluy* **103**
Professeur à l'Université de Strasbourg,
chaire Jean Monnet d'économie européenne

II. Les acteurs

Notice 8

- Les États et leurs politiques étrangères**, *Frédéric Charillon* **109**
Professeur des universités en science politique,
directeur de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irsen)

Notice 9

- Les organisations internationales**, *Franck Petiteville* **119**
Professeur de sciences politiques à l'IEP de Grenoble

Notice 10

Les multinationales, un acteur en voie d'institutionnalisation, 129

Guillaume Duval

Rédacteur en chef de la revue « Alternatives économiques »

Notice 11

Les Organisations Non Gouvernementales, 139

Philippe Ryfman

Professeur et chercheur associé au Département de science politique de la Sorbonne et au Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP-Sorbonne), Université Paris-I, avocat et consultant

Notice 12

Les acteurs illégaux : le développement de la criminalité internationale, 151

Yann Braem

Docteur en géopolitique de l'Institut français de géopolitique, Université Paris-VIII

III. Dynamiques transnationales

Notice 13

Frontières et nouveaux (dés)équilibres, Michel Foucher 161

Géographe et diplomate, professeur à l'Ecole normale supérieure de Paris-Ulm, directeur de la formation, des études et de la recherche à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN)

Notice 14

La question énergétique, Michel Cruciani 173

Chargé de mission au Centre géopolitique de l'énergie et des matières premières (CGEMP)

Notice 15

Les migrations dans les relations internationales, 185

Catherine Wihtol de Wenden

Politologue et juriste, Directrice de recherche au CNRS (Ceri-Sciences Po), Enseignante à l'IEP de Paris

Notice 16

Le facteur religieux dans les relations internationales, 195

Philippe Moreau Defarges

Institut français des relations internationales (Ifri), co-directeur du rapport RAMSES

Notice 17

Géopolitique du cyberspace, Michel Volle 207

Économiste, diplômé de l'École polytechnique et de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (Ensa), docteur en histoire économique

IV. Régions du monde

Notice 18

L'Union européenne, Nicole Gnesotto 217

Professeur titulaire de la chaire Union européenne au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam), vice-présidente de « Notre Europe – Institut Jacques Delors »

• *Focus* **Le positionnement international de la Russie, Thomas Gomart** 229

Directeur du développement stratégique et directeur du centre Russie/NEI à l'Ifri

Notice 19

Les États-Unis, Maya Kandel 235

Chargée de recherche sur les États-Unis et les relations transatlantiques à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irsen), chercheuse associée à l'Université Sorbonne Nouvelle Paris-III

Notice 20

L'Asie, Jean-Pierre Cabestan 249

Directeur de recherche au CNRS, directeur du Département de science politique et d'études internationales, Université baptiste de Hong Kong

• *Focus* **La Chine, Jean-Pierre Cabestan** 259

Notice 21

Le Moyen-Orient, Philippe Droz-Vincent 263

Maître de conférences en sciences politiques à l'IEP de Toulouse et à Sciences Po Paris

• *Focus* **La négociation israélo-palestinienne : de l'espoir à l'impasse ?** 277

Philippe Droz-Vincent

Notice 22

L'Amérique latine sur la scène internationale, Georges Couffignal 283

Professeur de sciences politiques à l'Université Sorbonne Nouvelle Paris-III, Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL)

Notice 23

L'Afrique subsaharienne et le défi sécuritaire, 297

Niagalé Bagayoko

Docteur en sciences politiques, chargée du programme « Global uncertainties : Multi-level Governance in Sub-saharan », Institute of Development Studies, Université du Sussex (Royaume-Uni)

Notice 24

**Les pays émergents et l'Occident :
luttons de pouvoir et conflits de valeurs, Christophe Jaffrelot** 313

Chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (Ceri/Sciences Po)

Les relations internationales de 1945 à nos jours, 328

Chronologie établie par Mathieu Rigo et Edith Lhomel

Liste des cartes 347

L'Amérique latine sur la scène internationale

L'Amérique latine est une région qui, en tant que telle, a été historiquement peu présente sur la scène internationale. Certes, la nature de certains régimes, ou des conflits internes sur fond de guérilla, particulièrement durant la guerre froide, ont attiré l'attention de l'opinion publique mondiale. De même quelques pays, durant des périodes limitées, ont pu jouer un rôle ou exercer une influence dans le champ international. Mais, dans l'ensemble, il n'y eut pas de présence collective notable. De fait, les rêves d'unité surgis au début du XIX^e siècle dans la foulée des *libertadores* n'ont jamais réussi à se concrétiser, en dépit de la création d'un nombre considérable d'organisations tout au long du XX^e siècle.

Deux raisons majeures expliquent cette situation. En premier lieu les États-Unis, depuis la déclaration de James Monroe au Congrès en 1823, ont toujours considéré cette partie du monde comme relevant de leur zone d'influence. Qu'il s'agisse de la création d'organisations panaméricaines à la fin du XIX^e, de celle de l'OEA (Organisation des États américains) en 1948, de la signature du Tiar (Traité interaméricain d'assistance réciproque) en 1949, ou encore du projet lancé par Georges Bush en 1999 de créer une zone de libre échange au niveau de l'ensemble du continent américain, la logique a toujours été la même : l'Amérique latine constitue ce que l'on a qualifié « l'arrière-cour » (*back yard*) des États-Unis. La seconde raison est, qu'au sein de cette région, les logiques étatiques ont toujours prévalu sur celles de coopération et de concertation. L'histoire, la géographie, le peuplement (nature, composition, densité), les flux migratoires, les économies, les relations privilégiées avec tel ou tel pays, rien ne favorisait l'émergence d'actions concertées, tant étaient grandes les différences, en dépit de l'unicité culturelle (langue, religion) maintes fois proclamée.

Lorsque des pays manifestaient une autonomie diplomatique, c'était toujours pour affirmer leur singularité face aux États-Unis. Ce fut par exemple le cas lors du refus de l'Argentine de s'engager dans la Première Guerre mondiale, ou encore son rapprochement avec l'URSS à l'époque de Perón. Le Mexique, qui avait accueilli le gouvernement républicain espagnol en exil, ne renoua des relations diplomatiques avec l'Espagne qu'après la mort de Franco. Le Mexique se distingua également des autres pays d'Amérique latine en étant le seul pays membre de l'OEA à refuser de rompre ses relations diplomatiques avec Cuba après la crise des fusées en 1962. Sous Echeverría (1970-1976) puis Lopez Portillo (1976-1982), il prit la tête de la croisade tiers-mondiste. Quelques autres pays, à un moment ou un autre, firent parler d'eux, comme le Chili d'Allende (1970-1973). Mais tout cela demeurait d'importance limitée : une alternance politique, résultat d'un *pronunciamiento* ou d'une élection, avait en général comme effet (sauf dans le cas mexicain) de rétablir les relations traditionnelles de dépendance vis-à-vis des États-Unis.

Ces données vont changer à partir des années 1980. Dans un premier temps, à l'occasion des conflits centre-américains et avec la chute des dictatures, plusieurs pays d'Amérique latine, dans une démarche collective, ont manifesté une volonté d'autonomisation diplomatique, ceci avec le soutien de l'Europe, qui cherchait à la même époque à se construire une diplomatie et trouvait en Amérique latine un terrain propice pour le faire. Dans un second temps, durant les années 1990-2000, de très nombreuses organisations dont les États-Unis n'étaient pas membres ont vu le jour, en Amérique latine même ou entre cette région et l'Europe. L'idée était de construire un axe fort UE-AL dans une relation tripartite EU-UE-AL (on parla alors de « Triangle transatlantique »). Mais en dépit de cette volonté souvent réaffirmée des deux côtés de l'Atlantique et de la mise en place de nombreuses politiques de coopération européennes en direction de l'Amérique

latine, dans le cadre d'un « partenariat stratégique » existant entre les deux ensembles depuis 1999, cet axe privilégié n'a pas véritablement vu le jour. La décennie 2000 a surtout été marquée par la montée en puissance du Brésil et la diversification des trajectoires politiques nationales au sein de la région. Ainsi, depuis le début des années 2010, on est en présence d'une situation tout à fait singulière : d'une part, la fragmentation de l'Amérique latine est de plus en plus notable, mais d'autre part sa présence sur la scène internationale est de plus en plus marquée.

L'autonomisation diplomatique de l'Amérique latine à partir des années 1980

La décennie 1980 constitue un tournant majeur dans les relations interaméricaines, avec trois données qui vont permettre la naissance de diplomaties autonomes : la défaite argentine dans la guerre des Malouines, les conflits centre-américains (guerre civiles au Salvador et au Nicaragua) et la fin de l'affrontement Est-Ouest.

La guerre des Malouines et la fin d'un mythe

En 1982, les militaires, au pouvoir à Buenos Aires depuis 1976, cherchent à reconquérir une légitimité fortement contestée en envahissant les îles Malouines, dont l'Argentine revendiquait la souveraineté depuis toujours. On connaît la réaction de Margaret Thatcher, qui envoya une véritable armada pour reconquérir ces îles inhospitalières et infligea une humiliante défaite à la junte des généraux. La plupart des pays européens et les États-Unis soutinrent la Grande-Bretagne dans son opération de reconquête. Mais, dans l'ensemble des États d'Amérique latine, les gouvernants, la presse, la majeure partie des formations politiques de droite comme de gauche, les populations prirent fait et cause pour l'Argentine et ses généraux (pourtant, par ailleurs, fort peu fréquentables). Une seule exception : Augusto Pinochet apporta (sans le rendre public) un soutien logistique précieusement à l'Angleterre. Margaret Thatcher lui en gardera une reconnaissance indéfectible, et lui témoignera à maintes reprises son amitié lorsqu'il commença en 1998 à avoir des ennuis judiciaires, d'abord en Grande-Bretagne puis au Chili (où il réussira néanmoins à ne jamais être traduit devant une cour avant son décès intervenu en 2006).

La guerre des Malouines a profondément changé la manière dont les Latino-Américains percevaient leurs relations avec les États-Unis. La « doctrine Monroe » était censée garantir un soutien des États-Unis en cas d'agression d'un pays de l'hémisphère par une puissance européenne¹. Le Tiar devait garantir une solidarité continentale face à toute agression extérieure. Or les États-Unis se rangèrent aux côtés de l'Angleterre. Pour les Latino-Américains, ce choix ne fut pas dicté par des considérations de droit international (ce qui était la position anglaise), mais bien plus par l'indéfectible alliance Angleterre/États-Unis. Le mythe de « l'Amérique aux Américains » qui s'était construit depuis 1823 avait vécu. En rompant une solidarité continentale américaine par ailleurs, dès le XIX^e siècle, bien souvent plus utopique que réelle, les États-Unis ont en fait « libéré » les États latino-américains d'une perception exclusivement bilatérale de leurs relations avec Washington, cela à un moment où les régimes autoritaires laissaient la place à des démocraties. Cela s'est manifesté dès l'année suivante à l'occasion des conflits centre-américains.

L'Amérique centrale et l'émergence de diplomaties autonomes

Ronald Reagan était convaincu que la stratégie de l'URSS était de reculer partout les limites d'influence actées à Yalta. Cuba, la Grenade, l'Angola, le Vietnam, le Yémen du Sud, l'Afghanistan, le Nicaragua, la guerre civile conduite par le Front sandiniste de libération nationale au Salvador, tous ces conflits illustraient cette avancée progressive du communisme dans l'aire du monde libre. Il apporta donc soutien financier, politique et logistique à la *Contra*, guérilla anti-sandiniste². De même, il ne ménagea pas son aide, contrairement à son prédécesseur J. Carter,

au régime militaire salvadorien qui faisait face à la guérilla du Front Farabundo Martí de libération nationale. Il fallait à tout prix stopper les avancées communistes (*containment*) et, si possible, les faire reculer (*roll back*)³.

Face au risque d'embrasement de la région auquel pouvait conduire la politique de Ronald Reagan en Amérique centrale, les ministres des Relations extérieures du Mexique, de la Colombie, du Venezuela et de Panamá, réunis en 1983 dans l'île caribéenne de Contadora, proposent alors un « accord pour la paix et la coopération en Amérique centrale », qui refuse la lecture américaine des conflits centre-américains en termes d'affrontement bipolaire Est-Ouest et souligne l'urgence de réformes internes dans chaque pays pour résoudre ces derniers. Le « Groupe Contadora » est né – il est important de le souligner – un an après la guerre des Malouines. Pendant quatre années, il proposera des solutions négociées aux conflits nicaraguayen et salvadorien. En 1985, il reçoit le renfort d'un « Groupe d'appui » constitué par l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Pérou, les trois premiers pays venant tout juste de recouvrer la démocratie, cela avec le soutien affirmé des États-Unis (Jeane Kirkpatrick, Représentante permanente des États-Unis auprès des Nations unies avait expliqué que la grande différence entre une dictature communiste et une dictature dans le monde capitaliste était que l'on pouvait sortir de la seconde, mais pas de la première).

L'importance de Contadora a été mal mesurée. L'objectif premier de ses membres (qui craignaient des conséquences déstabilisatrices sur leurs propres territoires) était de « dés-internationaliser » ces conflits, de les ramener à une dimension régionale, qui seule leur semblait susceptible de pouvoir les résoudre. Dans cette recherche de régionalisation du conflit, le Groupe Contadora et le Groupe d'appui, devenus « Groupe des huit », obtinrent des soutiens internationaux de poids : la Communauté économique européenne (CEE), le secrétaire général de l'O.E.A., celui des Nations unies, le pape.... À partir du moment où tant d'instances internationales se préoccupaient de son devenir, l'Amérique centrale n'était plus exclusivement l'arrière-cour des États-Unis. Cela fut manifeste en mai 1986, lorsque les cinq présidents centre-américains signèrent l'« Acte de Contadora pour la paix et la coopération en Amérique centrale » et adoptèrent une déclaration (*Esquipulas I*) qui rejetait catégoriquement la lecture Est-Ouest des conflits et mettait l'accent sur la nécessité de démocratiser la région et d'opérer des réformes de structures.

L'écho dans la région fut immense. L'année suivante, en août 1987, les mêmes signaient le plan présenté par Oscar Arias, président du Costa Rica (*Esquipulas II*), en dépit de la tentative de R. Reagan de l'empêcher en envoyant peu auparavant un contre plan. Le plan Arias affirmait la pleine légitimité des gouvernements en exercice, interdisait tout soutien à des groupes subversifs et toute intervention étrangère dans des États souverains, prônait la démocratisation des cinq régimes (hormis le Costa Rica, tous étaient gouvernés par des militaires ou des coalitions de type autoritaire), mettait en place une procédure identique dans chaque pays pour opérer la réconciliation de toutes les forces vives sous la houlette de l'Église catholique. À l'inverse, le plan Reagan affirmait l'illégitimité du gouvernement sandiniste, la nécessité de soutenir la « Contra nicaraguayenne » et de réformer le régime de ce pays, justifiait le droit d'intervention des États-Unis dans la région, affirmait que des procédures distinctes devaient être recherchées pour résoudre les problèmes de chacun des pays. Un an plus tard, O. Arias recevait le prix Nobel de la paix.

Le processus mis en place pour pacifier chacun des pays (négociations internes entre forces politiques et sociales sous l'égide de l'Église catholique) prévoyait que la réalisation de ses diverses étapes devait être vérifiée par des instances internationales. On n'était donc plus dans la traditionnelle chasse gardée de l'oncle Sam. Cinq petits États centre-américains, pauvres, faibles, depuis toujours économiquement et politiquement dépendants des États-Unis, ayant constamment dans leur histoire connu des ingérences directes (politiques ou militaires) ou indirectes de leur grand voisin du Nord, réussissaient à s'opposer frontalement à la première puissance mondiale, au surplus dirigée par un R. Reagan qui axait toute sa politique sur l'affrontement bloc contre bloc : cela constituait une situation totalement inédite dans l'histoire des relations interaméricaines. Plus étonnant encore, le processus liant pacification et démocratisation sous

observation internationale porta ses fruits. Des commissions de réconciliation furent créées et la paix revint partout, parfois – comme au Salvador – sous l'égide de l'Onu, qui joua ici un rôle très actif. Des élections compétitives furent organisées, permettant à la démocratie de s'installer durablement dans chacun des pays qui n'en avaient pas la pratique (Guatemala, Salvador, Nicaragua, Honduras)⁴.

La chute du mur de Berlin et la fin de la tutelle politique étatsunienne.

La chute du mur de Berlin eut dans cette région du monde des effets similaires à ceux de l'Europe de l'Est : l'entrée définitive en démocratie et la fin de l'emprise tutélaire de la super puissance voisine. Ce « soutien à la démocratie » des années 1980, après celui aux dictatures militaires de la décennie précédente, aurait pu en effet n'être qu'un aléa de l'Histoire sans lendemain. Mais la promotion de la démocratie va désormais devenir un élément essentiel de la politique extérieure américaine, y compris par les armes (comme en Irak et en Afghanistan)⁵. Il n'y a donc plus à redouter de Washington des entreprises de déstabilisations ouvertes de régimes démocratiques, ou des appuis à des coups d'État pour renverser des autorités régulièrement élues. La dernière intervention militaire de *marines* dans la région, à Panama le 20 décembre 1999 (*Operation Just Cause*), eut pour justification officielle le respect des comices électoraux. Le dictateur Noriega refusait en effet de reconnaître la défaite de son candidat aux élections présidentielles⁶. Dès les premières heures de l'intervention, Guillermo Endara, qui avait gagné les élections, prêta serment sur une base américaine du canal. Dans le même temps, Georges Bush faisait savoir à Mikhaïl Gorbatchev qu'il ne s'opposerait pas à une éventuelle intervention militaire russe en Roumanie pour chasser Nicolae Ceausescu qui ne voulait pas s'en aller... Endara intronisé et Noriega capturé, l'intervention cessa. Depuis lors, la diplomatie étatsunienne est toujours intervenue pour faire rétablir l'ordre démocratique les rares fois où il fut rompu (Alberto Fujimori et son *autogolpe* de 1992 au Pérou, coup d'État militaire contre le président Aristide à Haïti en 1991, contre Manuel Zelaya au Honduras en 2009). Furent de même discrètement déjouées nombre de tentatives de coups d'État (à l'exception peut-être de celle contre Hugo Chavez au Venezuela en 2002). L'assemblée générale de l'OEA réunie à Santiago en 1991, qui avait réaffirmé avec force la nécessité de préserver et enraciner la démocratie dans la région, adopta en 2001 à Lima une « Charte démocratique » suspendant automatiquement tout pays où les principes fondamentaux de la démocratie (principalement le respect des processus électoraux) ne seraient pas garantis. Après la destitution, selon des procédures juridiquement plus que douteuses, du président Fernando Lugo par le Congrès paraguayen, ce pays a ainsi été suspendu des réunions du Mercosur (Marché commun du Sud) et l'OEA a immédiatement envoyé une délégation pour analyser la situation.

La chute du mur de Berlin a donc profondément changé la donne politique dans la région. Les mouvements de gauche, pour reprendre l'heureuse formule de Carlos Castañeda, ont vu leurs « utopies désarmées »⁷, et les gouvernements n'hésitent plus à marquer leurs différences avec Washington. On l'a vu, en 2002, lorsqu'il s'est agi de se prononcer au Conseil de sécurité de l'Onu sur la demande des États-Unis d'intervenir en Irak. Le Mexique, dont le président (de droite) Vicente Fox aimait à afficher son amitié avec Georges W. Bush, et le Chili, dont le Président (de gauche) Ricardo Lagos négociait un accord de libre échange avec Washington auquel il tenait beaucoup, votèrent tous deux contre. On l'a vu plus récemment encore, en 2012, lorsque nombre de gouvernements d'Amérique latine ont avancé, lors de l'assemblée générale de l'OEA, l'idée d'une dépénalisation de la drogue, tout en soulignant le cancer pour eux que représente la libre commercialisation des armes aux États-Unis. Le fait même que Barak Obama ait reconnu le principe de « coresponsabilité » dans la question du narco-terrorisme est en soi une nouvelle manifestation de ces nouvelles relations interaméricaines.

La recherche d'une relation privilégiée avec l'Europe dans les années 1990-2000

En 1983, la CEE avait apporté son appui immédiat à la naissance du Groupe *Contadora*. Elle l'avait renouvelé lors de la constitution, en 1985, du Groupe d'appui à Contadora. Enfin, la CEE avait salué sans réserve la création du « Groupe de Rio » par ces huit pays, en décembre 1986. Ce groupe se réunissait chaque année. Instance de concertation, il permettait aux dirigeants des pays membres d'échanger de manière informelle sur les sujets les plus divers, et donc de faire progresser, sans aucune contrainte, la connaissance réciproque et la recherche de convergences dans les politiques internes et externes. En dépit de son inexistence sur le plan juridique (il n'y a jamais eu de traité constitutif), le Groupe de Rio avait une représentation permanente à Bruxelles et des réunions régulières se tenaient avec l'UE. Progressivement, tous les pays de l'Amérique latine continentale l'ont rejoint. Avec la création de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes en décembre 2011 (Celac) (v. *infra*), le Groupe de Rio devrait disparaître et les réunions annuelles avec l'UE devraient probablement se tenir désormais avec cette nouvelle entité.

Ce groupe a joué un rôle important dans le rapprochement de l'Amérique latine avec l'Europe. Après la chute du mur de Berlin et la fin de l'affrontement Est-Ouest, dont l'Amérique centrale avait été l'un des théâtres, les relations entre les deux régions ont été en s'amplifiant. Dans ce processus d'institutionnalisation des relations CEE-Amérique latine, l'Espagne et le Portugal ont joué un rôle essentiel.

L'Espagne et le Portugal, vecteurs d'un renforcement des relations CEE-Amérique latine

Les relations entretenues par l'Europe avec l'Amérique latine sont d'abord fondées sur les liens historiques qui unissent les deux régions : racines culturelles communes, langues, religions, flux migratoires, colonisation, etc. Les relations actuelles trouvent leur origine, comme nous l'avons signalé, dans les années 1980, à l'occasion des conflits centre-américains. En 1984, la CEE signe avec les pays d'Amérique centrale les « Accords de San José » qui non seulement font bénéficier ces cinq pays des préférences commerciales du programme ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique), mais surtout établissent une rencontre annuelle des ministres des Affaires étrangères des deux ensembles. La volonté européenne est d'ajouter au dialogue économique avec l'Amérique latine, un volet politique. On l'a vu, la CEE apportera un appui constant au Groupe *Contadora*, puis au Plan *Esquipulas*, puis au Groupe de Rio.

L'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE en 1985 a permis de donner corps à l'ambition initiale de la Commission de Bruxelles⁸. Lors du processus d'adhésion, ces pays avaient demandé et obtenu le privilège de jouer un rôle de premier plan dans la coopération que l'Europe entretiendrait avec les pays latino-américains. C'est ainsi qu'Espagnols et Portugais vont être très nombreux dans les instances de l'UE traitant des relations avec l'Amérique latine. Ces fonctionnaires bruxellois furent en grande partie les artisans, depuis un quart de siècle, de l'accroissement des échanges et des coopérations entre les deux régions, en matière économique et politique. De manière plus générale, l'Amérique latine était un terrain propice pour les fonctionnaires de Bruxelles qui œuvraient à la création d'une politique étrangère de l'Union et souhaitaient développer un *soft power* européen en établissant des partenariats avec d'autres régions du monde. Terrain propice car cette région, plus que toute autre, apparaissait réceptive au modèle d'intégration que la CEE rêvait d'exporter.

Mais après avoir choisi d'intégrer l'Europe, l'Espagne voulait aller plus loin dans la réaffirmation de sa projection transatlantique historique. Le sommet de chefs d'États ibéro-américains (Espagne, Portugal, Amérique latine), tenu à Madrid en 1992 dans le cadre des festivités de la célébration du « cinquième centenaire de la rencontre entre deux mondes », ne devait en principe pas être suivi d'autres. Pourtant, à Madrid, les chefs d'États d'Amérique latine et de la péninsule Ibé-

rique décidèrent de renouveler, chaque année, ces rencontres. A l'enthousiasme et l'unanimité de départ ont succédé à certains moments des périodes de tensions, le chef du gouvernement espagnol José María Aznar dénonçant publiquement l'absence de démocratie à Cuba, ou Hugo Chavez tentant d'utiliser ces sommets comme tribune anti-américaine. Aujourd'hui, la lassitude domine. Au sommet d'Asunción en 2011, bien que minutieusement préparé avec, pour ordre du jour, la réforme de l'État, 12 chefs d'État (sur 22) n'avaient pas fait le déplacement. Et l'Espagne redoutait qu'il en soit de même, en dépit des efforts personnels du roi Juan Carlos, pour le sommet devant se tenir à Cadix à l'automne 2012 pour célébrer le bicentenaire de la première constitution espagnole, source d'inspiration de plusieurs constitutions latino-américaines lors des indépendances (en particulier celle du Mexique de 1817). Pourtant, en dépit de leur aspect routinier, ces réunions informelles de chefs d'États issus de la colonisation ibérique méritent d'être soulignées : elles incarnent d'une certaine manière la volonté – comme peut-être on a pu l'observer dans le Commonwealth – de reconnaître que les liens tissés pendant les trois siècles de colonisation sont toujours vivaces. Et force est de constater que ces sommets ont rempli une double fonction.

En premier lieu, cet ensemble de pays « ibéro-américains » de plus de 600 millions d'habitants a l'ambition de s'affirmer en tant que puissance culturelle mondiale. La création, en 2005, d'un Secrétariat général ibéro-américain (Segib), dirigé par Enrique Iglesias, ancien secrétaire général de la Commission économique pour l'Amérique latine (Cepal) et ancien président de la Banque interaméricaine de développement (Bid), est venue consolider cet objectif, en institutionnalisant ces rencontres interrégionales et en les préparant pour qu'elles débouchent si possible sur des engagements précis. Mais ces sommets ont surtout joué un rôle non négligeable dans la détermination de l'agenda des questions que les participants traitent dans d'autres instances, en particulier en ce qui concerne les relations avec l'Europe⁹. Forum de concertation politique et de discussions franches sur des thèmes variés, les échanges – parfois vifs – entre membres d'une « même famille » servent à rapprocher les points de vue et à connaître les points d'achoppement. Bien plus, l'élaboration progressive de ce que l'on appelle aujourd'hui les « trois piliers » (voir *infra*) qui structurent les relations entre les deux régions, doit beaucoup à ces rencontres.

Aujourd'hui les relations sont à la fois denses et fluides. Les sommets ibéro-américains comme du Groupe de Rio, sur fond de culture commune et de valeurs partagées, ont permis de confronter et de rapprocher les points de vue dans quantité de domaines. La présence de fonctionnaires espagnols et portugais de haut rang dans l'appareil politico-administratif bruxellois a permis d'inscrire l'Amérique latine à l'agenda européen. La désignation, en 1999, d'un Espagnol, Javier Solana, comme « Haut représentant pour la politique extérieure et la sécurité » de l'UE et la décision, la même année, de créer un « partenariat stratégique » entre les deux régions sont venu couronner ces efforts

Le « partenariat stratégique » entre l'UE et l'Amérique latine

Les chefs d'État et de gouvernement des pays de l'Union européenne, d'Amérique latine et des Caraïbes ont décidé en 1999 d'établir un « partenariat stratégique » fondé sur trois piliers : un dialogue politique pour renforcer la démocratie, l'État de droit, protéger les droits de l'homme partout dans le monde ; une libéralisation équilibrée des échanges économiques et financiers entre les deux régions ; une coopération large en matière de culture, de science et d'éducation¹⁰.

Pour mesurer les progrès dans ce partenariat stratégique, un sommet de chefs d'États et de gouvernements des deux régions se tient désormais tous les deux ans.

« Le dialogue politique » est fondé sur les valeurs partagées précédemment signalées. Il vise à élaborer des positions communes sur les grands problèmes mondiaux et s'appuie sur le « mécanisme permanent de consultation et de concertation politique » interne à l'Amérique latine du Groupe de Rio. Les longues et minutieuses préparations des sommets ont permis d'élaborer des positions communes dans plusieurs domaines. C'est le cas en particulier du multilatéralisme. Il est affirmé comme un choix stratégique commun pour défendre les intérêts des deux régions dans le système international. C'est le cas aussi pour la recherche

de la cohésion sociale à l'intérieur de chaque pays, qui doit être fondée sur un ensemble de valeurs partagées : démocratie, égalité, État de droit, respect des droits humains, lutte contre l'exclusion sociale, résolution pacifique des conflits etc.. Mais le bilan de ce « dialogue politique », plus de dix ans après son institutionnalisation, est assez maigre, et les sommets UE-AL ont peu à peu perdu de leur attrait. Cela est en partie le résultat d'une évolution similaire observée dans les deux ensembles durant la décennie 2000 : le relâchement des liens de solidarité entre les membres et le retour en force d'intérêts strictement nationaux.

▸ La « libéralisation équilibrée des échanges économiques et financiers », en revanche, a connu de sérieux progrès, qu'il s'agisse de la Communauté andine (Can), du Marché commun centraméricain (MCCA), ou des relations bilatérales avec certains pays avec lesquels ont été signés des « accords d'association » (Argentine, Colombie, Chili, Mexique, Pérou, Amérique centrale). Mais avec le Mercosur, près de 15 ans après l'ouverture des premières négociations, la question de la protection des prix agricoles européens continue à bloquer toute avancée significative du projet d'accord d'association.

▸ Enfin, le volet « coopération » a vu se développer au fil des ans quantité de programmes horizontaux, dotés de moyens importants, dans de très nombreux domaines. Réseaux universitaires, coopération décentralisée, nouvelles technologies de l'information, petites et moyennes entreprises, justice, éducation, démocratie locale, innovation... beaucoup de domaines ont été couverts, sans que l'on décèle toujours la cohérence entre ces divers programmes, qui relèvent de diverses Directions de l'administration bruxelloise. Il est clair que ces services ont travaillé souvent en quasi autonomie, faute de véritable direction politique. Et il n'était pas certain en 2012 que cet état de fait ait été modifié, en dépit de la création en 2009 d'un vrai service de relations extérieures de l'UE, avec des représentations dans chaque pays, placé sous l'autorité de Catherine Ashton, vice-présidente de la Commission¹¹.

La question de la légitimité des sommets UE-Amérique latine est aujourd'hui posée. Le citoyen latino-américain en a souvent une vision détachée, voire négative, car il n'en voit pas l'utilité. Par comparaison, les sommets de l'Apec (*Asia Pacific Economic Cooperation*) sont perçus de façon beaucoup plus positive. Pour les pays qui accueillent ces événements, l'impact direct est considérable. A la suite du Sommet de l'APEC organisé à Lima en 2008, le Pérou a reçu des millions de dollars d'investissements et a signé des accords commerciaux avec la Chine, la Corée, le Japon et la Nouvelle-Zélande. Rien de tel avec le sommet UE-Amérique latine organisé dans le même lieu, la même année.

Fondamentalement différente des regroupements auxquels participe l'Amérique latine avec l'Europe ou l'Amérique anglo-saxonne, l'Apec n'est pas un « forum de chefs d'États » mais la réunion concrète de 21 économies cherchant à développer leurs échanges, sans considération pour la nature de leurs régimes politiques. Alors que l'un des piliers des rencontres UE/AL est la démocratie, au sein de l'APEC, les États-Unis, le Canada, Taiwan, côtoient sans difficultés la République populaire de Chine ou le sultanat de Brunei... Le fonctionnement de l'Apec est avant tout pragmatique et intergouvernemental. Les décisions sont adoptées par consensus, les engagements ne sont pas contraignants, l'accent est mis sur le dialogue et l'égalité des participants. L'Apec, il faut le rappeler, réunit des pays qui totalisent plus de 40 % de la population mondiale, 55 % du PIB et 49 % du commerce de la planète. C'est la zone économique la plus dynamique au monde. La politique d'admission est très rigide. Le Mexique, Chili et le Pérou en sont membres. La Colombie, l'Équateur, le Costa Rica, le Panama sont candidats... signe là encore d'une croissante ouverture au monde¹². Mais si l'on perçoit donc une certaine lassitude dans les rencontres au sommet, ibéro-américaines ou Europe-Amérique latine, en revanche les chefs d'États de la région ne cessent de multiplier les occasions de se réunir pour échanger sur ce qui est peut-être « le moment politique de l'Amérique latine », pour reprendre la formule de Enrique Iglesias¹³, et pour trouver de nouvelles opportunités d'intégration. On le voit bien avec le grand nombre de structures récemment créées, qui à l'évidence éloignent progressivement l'Amérique latine des États-Unis mais aussi, avec les rapprochements de l'Asie, l'éloignent de l'Europe.

Le « millefeuille » des structures d'intégration.

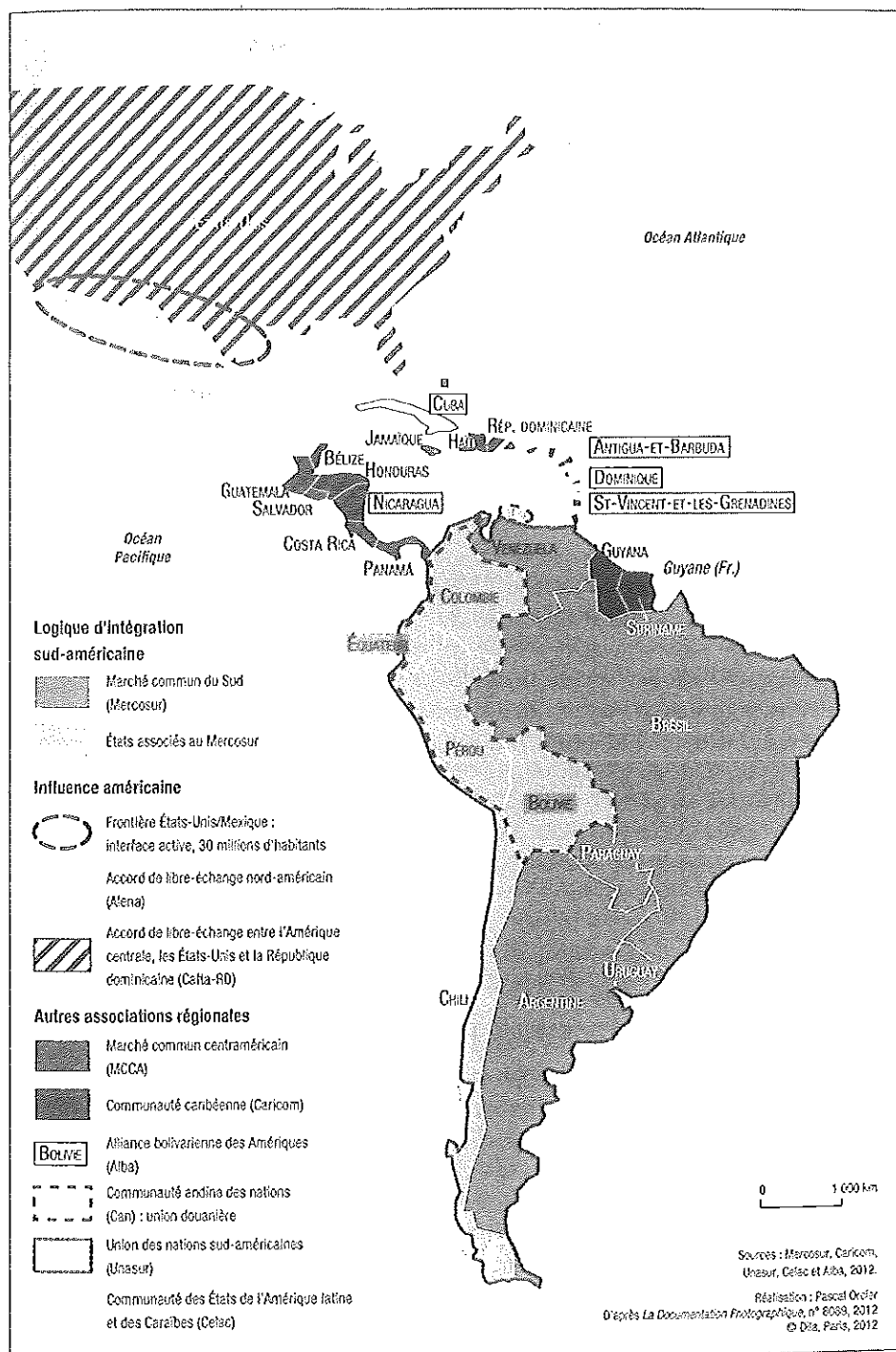
On ne peut qu'être frappé par la multiplication des groupes et réunions formelles ou informelles que pratiquent les chefs d'États latino-américains depuis deux décennies. Outre les divers « sommets », les cérémonies d'investiture d'un président nouvellement élu sont devenues des moments privilégiés pour de nombreux dirigeants de se retrouver et d'avoir des contacts informels. Dès 1991, lors de la première réunion au sommet des chefs d'État « ibéro-américains » tenue à Guadalajara (Mexique), Fidel Castro a été réintroduit dans la communauté. C'était la seconde fois qu'il remettait les pieds en Amérique latine continentale depuis l'exclusion de Cuba de l'OEA en 1962 (il avait passé près d'un mois dans le Chili d'Allende en 1971), tous les pays de la région, à l'exception du Mexique, ayant alors rompu leurs relations diplomatiques avec le régime castriste à la demande de Washington. Qu'importent désormais les pressions de Washington. En 2011, l'Assemblée générale de l'OEA a d'ailleurs décidé d'inviter Cuba à réintégrer l'Organisation, invitation que ce pays a immédiatement déclinée.

Parallèlement, dans le domaine économique, des regroupements subrégionaux ont été réactivés, comme le Marché commun centre-américain (MCCA) ou la Communauté andine des nations (Can). En 1991 est né le Mercosur, marché commun regroupant l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay¹⁴. Il se voulait une tentative de constitution rapide d'un bloc économique s'inspirant du modèle européen, avec libéralisation complète des échanges dans un délai de quatre ans, établissement d'un tarif extérieur commun, et volonté d'harmoniser les politiques économiques et fiscales, les législations du travail, etc. des pays membres. Six pays l'ont rejoint depuis lors comme membres associés : la Bolivie, le Chili, la Colombie, le Pérou, l'Équateur et le Venezuela.

Le président vénézuélien Hugo Chavez a par ailleurs créé avec Cuba, fin 2004, une zone économique entre les deux pays, l'Alba (Alternative bolivarienne pour les peuples de notre Amérique), auxquels sont venus s'adjoindre la Bolivie en 2006, le Nicaragua en 2007, l'Équateur en 2009, et trois petites îles de la Caraïbe (Dominique en 2008, Saint Vincent Grenadines et Antigua Barbuda en 2009). On est ici en présence d'un clientélisme d'État, les pays membres étant tous attirés par les tarifs d'hydrocarbures préférentiels offerts par H. Chavez, voire parfois – comme dans le cas cubain – par un système de troc (des centaines de médecins et instituteurs cubains exercent gratuitement au Venezuela en contrepartie du pétrole fourni). Mais il convient de rappeler que l'Équateur, la Bolivie et le Nicaragua, par ailleurs, ne sont pas hostiles à la rhétorique anti-américaine que pratique à l'envi H. Chavez.

En 2004, un sommet des chefs d'État sud-américains réunis à Cuzco (Pérou) a retenu la proposition brésilienne de créer une Communauté sud-américaine des nations (CSN), devenue en 2008, à l'initiative du Brésil, l'Unasur (Union des nations sud américaines). Le Mercosur et la Can se sont fondus dans ce nouvel ensemble regroupant les 12 pays d'Amérique du sud. En décembre 2011 à Caracas, a été signé par les chefs d'États de 33 pays le traité constitutif de la Communauté des États latino américains et de la Caraïbe (Celac), regroupant tous les pays d'Amérique latine et nombre de ceux de la Caraïbe dans un ensemble dont ne sont membres ni les États-Unis, ni le Canada. Dans l'esprit de H. Chavez, il s'agit de construire une organisation concurrente de l'OEA. Mais c'est un terrain sur lequel nombre de ses homologues – dont les présidents du Chili et de Colombie – ne sont pas prêts à le suivre. Quoi qu'il en soit, tous ont adhéré à l'idée, lancée quelques années auparavant par Lula, de construire cet ensemble sans les États-Unis. En juin 2012 a été signé au Chili le traité constitutif de l'Alliance du Pacifique (AP) entre le Pérou (initiateur du projet), le Chili, la Colombie et le Mexique, Panama et le Costa Rica étant admis à titre d'observateurs. Ce nouveau bloc commercial de plus de 200 millions d'habitants, représentant 55 % des échanges commerciaux de l'Amérique latine, a l'ambition de faire contrepoids au Mercosur. Alan Garcia (alors président du Pérou), initiateur du projet, avait affirmé lors de la première rencontre des quatre chefs d'États début 2011 : cette alliance « n'est pas une intégration romantique, une intégration poétique, c'est une intégration réaliste ».

La logique d'intégration sud-américaine en 2012



Une Amérique Latine sans les États-Unis, ni l'Europe ?

Toutes ces créations récentes s'étant faites sans remplacer celles déjà existantes, la liste des organisations interétatiques à vocation intégrationniste en Amérique latine est longue : AP, Celac, Alba, Can, MCCA, Sela (Système économique de l'Amérique latine), Aladi (Association latino-américaine d'intégration), AEC (Association des États de la Caraïbe), Caricom (Communauté des États de la Caraïbe), Mercosur, Unasur, Parlement andin, Parlement latino-américain, Parlement du Mercosur, Parlement centraméricain, ... Que de sigles et d'organismes ! Mais on ne peut que constater qu'en dépit de leurs efforts, les Latino-Américains ne sont pas parvenus à trouver une formule d'intégration qui leur permette de se positionner collectivement sur la scène internationale. Tout au plus – mais cela est déjà beaucoup – en multipliant les rencontres, ont-ils su de manière très pragmatique mettre sur pied des projets bilatéraux d'envergure, entre la Colombie et le Venezuela, le Brésil et la Bolivie, l'Argentine et le Chili, etc. Et l'important est peut-être que toutes ces évolutions se font hors la présence des États-Unis.

Ceux-ci ont bien tenté de garder la main avec le lancement par George Bush en 1990 de l'Initiative pour les Amériques, en vue de créer une Zone de libre-échange des Amériques (Zleca) allant de l'Alaska à la Terre de feu. Repris par Bill Clinton puis par George W. Bush, le projet a été de fait abandonné en 2006, devant l'hostilité ou les réticences de divers pays, en particulier le Brésil et le Venezuela. Suite à cet échec, les États-Unis ont tenté de généraliser les accords de libre-échange bilatéraux. Il en existe aujourd'hui avec le Mexique, le Chili, plusieurs pays d'Amérique centrale et plusieurs pays andins. Sur le plan politique, ces accords n'ont pas d'incidence. On est donc très loin de la relation duale ancienne que chaque pays de la région entretenait avec les États-Unis. Pendant un temps, on a pu penser que la question de la culture de la coca et du narcotrafic allait supplanter celle de la lutte contre le communisme comme motif de maintien de la tutelle étatsunienne sur la région. Le renvoi des agents américains de la DEA (*Drug Enforcement Administration*) par Evo Morales au Pérou en 2008, la fermeture des bases américaines en Équateur en 2009, le maintien – très critiqué en Amérique latine – de celles-ci en Colombie, les prises de position de plus en plus nombreuses en faveur d'une dépénalisation de la drogue, montrent bien que la période actuelle est donc caractérisée par un relâchement des liens politiques entre les deux parties du continent d'une part, et par la diversification des trajectoires nationales d'autre part, avec en particulier la montée en puissance régionale et internationale du Brésil.

Diversification des trajectoires nationales, montée en puissance du Brésil et poids croissant de l'Asie

Les signes en provenance de l'Amérique latine en ce début de la seconde décennie du troisième millénaire sont contradictoires, avec un évident souci d'apparaître comme un bloc tout en devenant un ensemble de plus en plus hétérogène¹⁵.

D'un côté, nous l'avons vu, les chefs d'États ne manquent jamais une occasion de se retrouver, de chercher à aplanir leurs différends, et ils y parviennent souvent. Ce fut le cas entre la Colombie, le Venezuela et l'Équateur, à propos des activités des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc), les présidents H. Chavez et Rafael Correa renouant avec Alvaro Uribe après de sérieuses tensions. Sans ces rencontres aussi, il est probable que les tensions entre le Costa Rica et le Nicaragua à propos de leur frontière commune, ou encore entre la Bolivie et le Chili à propos de l'accès à la mer du premier, auraient dégénéré¹⁶. On pourrait donner quantité d'autres exemples de cette volonté et de cette capacité à résoudre ou apaiser les tensions interétatiques au sein de « la famille ». Signe de cette volonté de ne pas envenimer les relations bilatérales : les États ont de plus en plus souvent recours à l'arbitrage ou à la Cour internationale de justice de La Haye pour régler leurs différends (Pérou-Chili sur la délimitation de la zone maritime du premier, Nicaragua-Costa Rica sur leur frontière commune).

Mais d'un autre côté, sur la scène internationale, ces pays avancent de plus en plus à la fois de manière concertée et en ordre dispersé. Le Venezuela, le Brésil, la Bolivie entretiennent les meilleures relations avec l'Iran et se sont opposés à l'intervention militaire en Lybie, à la différence de la Colombie ou du Mexique. Tous sont courtisés par la Chine, quelques-uns (Uruguay) par l'Inde, et sont en concurrence pour établir des partenariats solides avec cet immense marché (v. Notices 20 et 24). La Chine elle-même semble avoir choisi l'Amérique latine comme « plateforme extraterritoriale » pour augmenter ses exportations dans les domaines de l'électronique, de l'automobile, du textile. Elle investit de plus en plus dans la région, ce qui est pour elle le moyen de tourner les mesures protectionnistes ou antidumping d'un certain nombre de pays, en particulier le Brésil¹⁷. Trois pays d'Amérique latine, l'Argentine, le Brésil et le Mexique sont désormais membres du G20, ce qui donne à l'Amérique latine dans cet ensemble un poids supérieur à sa part dans le PIB mondial. Mais dans les grandes conférences internationales (comme la conférence sur l'environnement à Copenhague en 2009 ou Rio + 20 en 2012), l'Amérique latine avance souvent en ordre dispersé. Au sein de l'Alba elle-même, les positions divergent fréquemment, la Bolivie et l'Équateur ne souhaitant pas apparaître comme des vassaux de H. Chavez.

Le Brésil, on l'a vu, a été à l'origine des nouvelles structures d'intégration dans les années 2000 : CSN (2004), Unasur (2008), Celac (2011). Les deux premières organisations avaient pour ambition de constituer un bloc sud-américain susceptible de faire contrepoids au bloc nord-américain de l'Aléna (Accord de libre échange nord-américain Canada – États-Unis – Mexique)¹⁸, et de créer une instance de décision politique susceptibles de mener à bien de grands projets sud-américains, comme celui de l'Initiative pour l'intégration de la région sud-américaine (IIRSA) dans le domaine des infrastructures. En 2009, dans le cadre de l'Unasur, un « Conseil de défense sud-américain » a été créé pour, entre autres objectifs, « construire une identité sud-américaine en matière de défense ». Mais l'Argentine, qui avait boudé la création de la CSN avant de prendre la première présidence de l'Unasur, cherche à affirmer sa singularité vis-à-vis de son puissant voisin, et le Mercosur est de fait aujourd'hui dans une impasse. Le Venezuela a quitté la CAN en 2006 et avait demandé son adhésion au Mercosur qu'il a obtenue en 2012. À cette date, pour sa part, le Paraguay n'avait toujours pas ratifié cette adhésion. Aucun des regroupements économiques subrégionaux ne semble aujourd'hui porté par une dynamique forte¹⁹.

La grande question est en fait celle du rôle que souhaite ou peut jouer le Brésil. Sa montée en puissance sur la scène internationale durant les années Lula, son ambition de devenir en 2016 la cinquième puissance mondiale (en 2011, il a pris la 6^e place occupée par le Royaume-Uni), sa participation importante aux forces de maintien de la paix et missions humanitaires onusiennes en Haïti, sa revendication d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU (pour laquelle il n'arrive d'ailleurs pas à obtenir le soutien de la Chine), le développement rapide de ses relations Sud-Sud, en particulier avec l'Afrique et l'Asie, posent la question de sa stratégie vis-à-vis de l'Amérique latine²⁰. Il y a quelques années, Alain Rouquié soulignait : « Le dilemme se formule ainsi : le Brésil souhaite-t-il se faire reconnaître un rôle d'acteur global afin d'assurer de manière indiscutée et indiscutable son leadership régional, ou bien fait-il le choix inverse, celui d'être le *leader* incontesté de l'Amérique du sud – voire de l'Amérique latine – afin d'être reconnu comme l'un des nouveaux « Grands » du monde en gestation ? »²¹ S'agit-il véritablement d'un dilemme ? Durant les deux mandats de Lula (2003-2010), qui furent la période de cette affirmation progressive d'accéder au rang de « Grand », le Brésil a été actif sur les deux terrains, multipliant les initiatives « latino-américaines » (refus de la ZLEA, création de la CSN, de l'Unasur, de la Celac) mais aussi strictement brésiliennes (forum des Brics, forum Ibas – Brésil, Inde, Afrique du Sud –, participation active à la création du G20 et du G77, voyages nombreux de Lula en Afrique, échange de visites officielles avec la Chine, etc...) ²² Dilma Rousseff continue sur la même voie et le Brésil est actuellement reconnu sur la scène mondiale, pour le plus grand bien de l'ensemble de l'Amérique latine. Le président Obama, au sommet des Amériques qui s'est tenu à Trinidad et Tobago en 2009, a proposé un nouveau partenariat à l'Amérique latine et a fortement resserré les liens avec le Brésil, désigné comme « partenaire stratégique ». Mais

nombre de pays hispano-américains redoutent de voir se recréer les anciennes relations de type « Nord-Sud » qui prévalaient au sein de l'Amérique du sud, le nouveau nord étant constitué par un Brésil riche et dominateur et un sud constitué par tous les autres pays, soit pauvres soit peu peuplés. Mais peut-il en être autrement à partir du moment où chaque pays semble vouloir jalousement construire son devenir à partir d'une pluralité de relations ?

Cette diversité des trajectoires a récemment amené un grand spécialiste nord-américain de l'Amérique latine, Abraham Lowenthal, à questionner la notion même d'« Amérique latine », qui ne serait plus guère utile. Pour lui, « Il semble plus pertinent en effet, de distinguer des sous-catégories permettant de grouper certains pays entre eux (...). Ces sous-catégories ne sont pas géographiquement définies et ne correspondent pas à des dynamiques d'intégration économique subrégionale. Elles constituent plutôt des regroupements conceptuels permettant (...) de donner sens aux chemins différenciés empruntés par certains groupes de pays au-delà des dynamiques d'intégration régionale ». ²³

« Cette idée de « désagrégation » de l'Amérique latine est sans doute exacte lorsque l'on analyse les trajectoires nationales de chaque pays. Elle l'est moins lorsque l'on observe la scène internationale. Dans les grandes rencontres (Doha 2009, Abuja 2006, Los Cabos 2012), dans les grandes organisations - OCDE, Apec (Asia Pacific economic coopération), agences de l'Onu -, les pays de cette région sont de plus en plus nombreux à faire entendre leur voix, souvent préalablement concertée lors de ces multiples rencontres au sommet qui émaillent la vie des chefs d'États latino-américains. S'ils affichent sans complexe leurs différences, sur nombre de points leurs convergences sont considérables. Région dénucléarisée, pacifique ²⁴, solidement ancrée au modèle démocratique, entrée de plain pied dans la mondialisation, dotée d'économies saines et avec des taux de croissance soutenus (les prévisions de la décennie 2010 sont un taux moyen supérieur à 4 %), attachée au multilatéralisme, l'Amérique latine se projette et est perçue comme entité au-delà de sa diversité. Le ministère français des Affaires étrangères et européennes ne s'y trompe d'ailleurs pas lorsque, dans une publication récente, il écrit : « Cette région (...) s'impose progressivement comme un partenaire incontournable sur les grands enjeux de la planète : changement climatique, biodiversité, sécurité alimentaire, mais aussi régulation de la mondialisation, lutte contre la drogue et le crime organisé. » ²⁵ Les intégrations avec lesquelles l'Union européenne rêvait d'entrer en relations dans les années 1980-1990 (Mercosur, Can, MCCA) n'ont pas émergé politiquement. Mais cela a permis à l'Amérique latine de le faire dans son ensemble et sa diversité. Puissance économique émergente avec laquelle il faudra compter, elle pourrait surprendre dans la redistribution des cartes de l'ordre mondial à laquelle nous assistons aujourd'hui, car cette région du monde, comme l'a souvent écrit avec bonheur l'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa (prix Nobel de littérature 2010), a depuis cinq siècles avancé dans tous les domaines en s'appuyant sur deux mythes et deux réalités toujours vivaces : son unité et son extrême diversité ²⁶.

Georges Couffignal

Bibliographie

Andrew F. Cooper & Jorge Heine, *Which Way latin America ? Hemispheric Politics Meets Globalization*, New York, United Nations University, 2009.

Georges Couffignal (dir.), *Amérique latine*, publication annuelle de La documentation française (coll. Mondes émergents), Paris. Edition 2012 : *Une Amérique latine toujours étonnante*.

Olivier Dabène, *Atlas de l'Amérique latine*, Paris, Autrement ; 2012 (3^e édition).

Abraham F. Lowenthal, Theodore J. Piccone & Laurence Whitehead (eds.), *The Obama Administration and the Americas*, Washington, Brooking Institution Press, 2009.

MAEE, *La France en Amérique latine et dans les Caraïbes*, Paris, Dila, 2012.

Questions internationales « Amérique latine » (dossier), n° 18, mars-avril 2006.

Questions internationales « Brésil. L'autre géant américain » (dossier), n° 55, mai-juin 2012.

Osvaldo Rosales, Mikio Kuwayama, *La República Popular China y América Latina y el Caribe. Hacia una nueva fase en el vínculo económico y comercial*, Santiago, CEPAL, 2012.

Alain Rouquié, *Le Brésil au XXI^e siècle. Naissance d'un nouveau grand*, Paris, Fayard, 2006.

Sites web

www.ameriques.uqam.ca, Observatoire des Amériques, Université du Québec à Montréal

www.infolatam.com, Information et analyse sur l'Amérique latine

www.latamnews.com, Latin American Newsletters

www.opalc.org, Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes, Sciences Po.

Notes

1. Le message envoyé au Congrès, le 2 décembre 1823, par le président James Monroe était avant tout une adresse aux puissances européennes, en particulier à l'Espagne, de ne pas chercher à revenir dans leurs anciennes colonies qui venaient de conquérir leur indépendance. Voir Pierre Queuille, *L'Amérique latine. La doctrine Monroe et le panaméricanisme*, Paris, Payot, 1969, pp. 138-147. Voir aussi David W. Dent, *The Legacy of the Monroe Doctrine : A Reference Guide to U.S. Involvement in Latin America and the Caribbean*, Greenwood Press Westport, Connecticut London, 1999, 422 pages.

2. D'après débats eurent lieu au Congrès à propos de cette aide massive aux *Contras*, certains congressistes redoutant « un nouveau Viêt-Nam ». Cf. Harold Molineu, *U.S. Policy toward Latin America. From Regionalism to Globalism*, Boulder & London, Westview Press, 1986, pp. 222-227.

3. Voir Denise Artaud, *Les États-Unis et leur arrière-cour*, Paris, Hachette (coll. Pluriel), 1995, 323 pages.

4. Voir Johanna Oliver, « The Esquipulas Process : A Central American Paradigm for Resolving Regional Conflict », *Ethnic Studies Report*, Vol. XVII, n° 2, juillet 1999, pp. 149-165.

5. Se reporter à l'ensemble des études de cas réunies par Abraham Lowenthal (ed.), *Exporting Democracy*.

The United States and Latin America, Baltimore & London, The John Hopkins University Press, 1991, 294 pages.

6. Les motifs réels de l'intervention étaient bien évidemment très nombreux et la question du respect des élections n'était qu'un prétexte. Cf. Georges Couffignal, « L'intervention américaine de décembre 1989 à Panama : « Big stick », bulletin de vote et « Mare nostrum », *Hérodote*, n° 57, 1990, pp. 76-87.

7. Carlos Castañeda, *Utopia Unarmed : The Latin American Left after the Cold War*, New York, Vantage Books, 1993.

8. On pourra se reporter à l'ensemble des contributions réunies par Joaquín Roy et Roberto Domínguez (coord.), *España, la Unión Europea y la integración latinoamericana*, Jean Monnet Chair/ University of Miami, 2010, 380 pages.

9. Voir Francisco Rojas Aravena (coord.), *Las cumbres iberoamericanas. Una mirada global*, Santiago, Flacso, 2000, 200 pages.

10. Voir Juan José Martín Arribas, *La asociación estratégica entre la Unión Europea y América latina*, Madrid, Catarata, 2006, 381 pages. L'ouvrage coordonné par Manuel Alcantara et Maria Salvadora

Ortiz, *Relaciones entre América latina y Europa : balance y perspectivas*, Salamanca, Ediciones de Salamanca, 2008, comporte aussi de nombreuses analyses critiques et prospectives sur ce partenariat.

11. Georges Couffignal, « France : "Europeanization" or Interaction ? », in Lorena Ruano (ed.), *Europeanization and National Foreign Policies Towards Latin America*, London and New York, Routledge, 2012, et "Les relations Union Européenne-Amérique latine : simple routine ou prolégomènes d'une politique étrangère européenne ?", dans Georges Couffignal (dir.), *Une Amérique latine toujours plus diverse*, Paris, La documentation française (coll. Mondes émergents), 2010, pp.99-112.

12. Sur cette question, on se reportera aux analyses de Laurence Whitehead, *Latin America : a New Interpretation*, New York, Palgrave Macmillan, 2005.

13. Enrique V. Iglesias, Rosa Conde, Gustavo Suárez Pertierra (eds.), *El momento político de América latina*, Madrid, Siglo XXI/Fundación Carolina, 2011, 630p.

14. On aura une bonne rétrospective analytique de la plupart de ces regroupements en lisant les textes réunis par Daniel van Eeuwen et Michel Duquette (dir.), *Les nouveaux espaces de l'intégration. Les Amériques et l'Union Européenne*, Paris Khartala, 2005, 282 pages.

15. Pour une bonne illustration, se reporter à la lecture des contributions réunies par Andrew F. Cooper et Jorge Heine, *Which Way latin America? Hemispheric Politics Meets Globalization*, New York, United Nations University, 2009, 326 pages.

16. Voir les intéressantes analyses et propositions pour résoudre ce conflit séculaire de Sergio Bitar, *Un futuro común : Chile, Bolivia, Perú. El norte de Chile en el siglo XXI*, Santiago, Aguilar, 2011, 210 pages.

17. Osvaldo Rosales, Mikio Kuwayama, *La República Popular China y América Latina y el Caribe. Hacia una nueva fase en el vínculo económico y comercial*, Santiago, CEPAL, 2012, 259 pages.

18. Voir Dorval Brunelle et Christian Deblock, *L'ALÉNA. Le libre échange en défaut*, Montréal, FIDES, 2004, 462 pages.

19. Pour une vision complète de l'actualité des divers regroupements régionaux, on se reportera à l'excellente carte de la « superposition des accords d'intégration » publiée par Olivier Dabène dans son

Atlas de l'Amérique latine, Paris, Autrement, 2012 (3^e éd.), p. 75.

20. Sur ces questions, on se reportera au dossier de *Questions internationales* « Brésil. L'autre géant américain », n 55, mai-juin 2012.

21. Alain Rouquié, *Le Brésil au XXI^e siècle. Naissance d'un nouveau grand*, Paris, Fayard, 2006, p. 372.

22. La question des relations Brésil-Iran est particulièrement illustrative de cette stratégie à la fois mondiale et régionale. Le Brésil n'a cessé de renforcer ces dernières années ses liens avec Téhéran, soutenant parallèlement le droit de l'Iran à développer un nucléaire civil et la nécessité pour ce pays d'apporter des garanties en ce qui concerne les fins pacifiques de son programme. Avec la déclaration tripartite Brésil-Turquie-Iran de mai 2010, le Brésil apparaît de fait comme un acteur possible dans la recherche de solutions aux conflits du Moyen-Orient, tout en concurrençant directement l'activisme de Chavez pour qui l'étroitesse des relations avec l'Iran ne se fonde que sur l'anti-américanisme...

23. Abraham Lowenthal, « Désagréger l'Amérique latine. Diversité des trajectoires et groupes émergents. », *Cahiers des Amériques latines*, 68 (2011/3), p. 11.

24. Sur ce point il est important de noter l'attachement indéniable du Brésil, depuis le retour à de la démocratie, à ne développer que l'aspect civil de son programme nucléaire. La constitution de 1988 prohibe l'aspect belliqueux du nucléaire, le Brésil a ratifié en 1994 le Traité de Tlatelolco faisant de l'Amérique latine une région dépourvue d'armes nucléaires, et il a adhéré en 1998 au traité de non-prolifération. Il y a certes eu à certains moments des tensions avec l'AIEA et certains commentateurs ont pu redouter un double discours avec les relations étroites entretenues avec l'Iran. Rien ne permet de penser qu'il en soit ainsi. Cf. Bruno Muxagato, « Les relations Brésil-Iran et la question du nucléaire », *L'observatoire des Amériques*, n° 10, avril 2010, Montréal, article en ligne (http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-oda&id_article=5715&lang=fr)

25. MAEE, *La France en Amérique latine et dans les Caraïbes*, Paris, MAEE, 2012, p. 14.

26. Mario Vargas Llosa, « América Latina : unidad y dispersión », dans Ricardo Lagos (coord.), *América Latina : integración o fragmentación ?*, Buenos Aires, Edhassa, 2008, pp. 571-590.